

ABONNEMENT

Payable d'avance, par an.....\$5.
do do quatre mois..... 1.00
do do un mois..... 0.25
Edt. Hebdomadaire, par an..... 1.00

LE CANADA

JOURNAL QUOTIDIEN

ANNONCES

Première insertion, par ligne...\$0.10
Tous les jours..... 0.05
Trois fois par semaine..... 0.06
Une fois la semaine..... 0.08
A long terme, conditions spéciales

LA SOCIÉTÉ DE PUBLICITÉ, Propriétaire

"RELIGION ET PATRIE"

F. MOFFET, Secrétaire de la rédaction et administrateur

LE CANADA

Ottawa et Hull, 30 Juillet 1884

QUESTIONS DU JOUR

M. LOUIS RIEL ET LES MÉTIS

Le nom de M. Louis Riel n'est pas inconnu de nos lecteurs. Il se rattache intimement à l'histoire de l'annexion de Manitoba. Depuis plusieurs années, toutefois, l'ex-président du gouvernement provisoire de la lointaine province avait cessé de faire parler de lui.

Aujourd'hui, M. Riel reparait sur la scène. On est allé le chercher dans sa retraite, au Montana, pour aider aux Métis du Nord-Ouest à obtenir le redressement de certains griefs qu'ils se plaignent. Nous savons que les Métis de Manitoba ont reçu du gouvernement fédéral, une certaine étendue de terre, sous forme de concession gratuite. Or, leurs frères du Nord prétendent avoir droit, eux aussi, aux faveurs officielles, et demeurant, en outre, qu'on les confirme dans la possession de leurs terres.

Encore peu habitués aux lenteurs administratives, les Métis du Nord-Ouest, devenus impatient, crurent que M. Louis Riel pouvait les aider beaucoup, et confièrent à quatre délégués la mission d'aller solliciter ses services. Ceux-ci, chargés de sept résolutions adoptées par les Métis de la Saskatchewan, trouvèrent M. Riel, comme ils le disent, dans l'humble mais respectable position d'instituteur au collège industriel dirigé par les Révérends Pères jésuites de la mission Saint-Pierre, au Montana. C'était le 4 de juin dernier. Cinq jours plus tard, M. Riel se démettait de ses fonctions de professeur, et le lendemain, le 10, partait avec sa famille pour le Nord-Ouest, accompagné de délégués.

Voici la réponse écrite que donna M. Riel, le 5 juin, à la délégation : Réponse de M. Riel (traduction), Mission Saint Pierre, Montana, Etats-Unis, 5 juin, 1884.

A messieurs James Isbister, Gabriel Dumont, Moïse Ouellette, Michel Dumas.

Messieurs,—Vous avez parcouru plus de quatre cents milles à partir du pays de la Saskatchewan, de l'autre côté de la ligne internationale pour me faire une visite. Les populations parmi lesquelles vous vivez, vous ont envoyé comme délégués pour me demander mon avis sur certaines misères qui ont empêché jusqu'à présent le peuple du Nord-Ouest de vivre heureux sous le gouvernement canadien. De plus, vous m'invitez à aller vivre avec vous, vous espérez que je pourrais vous être de quelque utilité pour améliorer votre position. Votre invitation est cordiale et pressante en même temps. Vous voulez que je vous accompagne avec ma famille. Je suis sans doute libre de m'excuser et de répondre non. Et cependant vous m'attendez qu'après moi. Et puis vos lettres de délégation m'assurent qu'une réception cordiale m'attend au milieu de ceux qui vous ont envoyés. Messieurs, votre visite personnelle me fait honneur et me cause aussi un grand plaisir. Mais votre qualité de délégués fait que votre visite est un événement remarquable pour moi. J'en ferai un des beaux jours de ma vie, et ma famille aussi s'en rappellera; je prie Dieu qu'il en fasse une source de bénédictions pour vous tous, et pour moi une joie de plus, dans ma quarantième année.

Enfin le plus court, c'est d'être franc. Je doute que mon avis, donné de ce côté-ci des frontières,

sur des matières qui concernent un pays étranger, puisse avoir aucune valeur, une fois rendu chez vous. Mais voici un autre point de vue. Le gouvernement canadien me doit deux cents quarante acres de terre, d'après la clause 31 de l'Acte de Manitoba. Il me doit aussi cinq lots d'une grande valeur à cause du foin, du bois qui s'y trouvent et de leur position sur la rivière. Les lois m'appartiennent d'après les différents paragraphes de la clause 32 de l'Acte plus haut mentionné, et c'est le gouvernement canadien qui m'en a dépossédé, directement ou indirectement. Outre de cela, si ce même gouvernement voulait y réfléchir un instant, il s'apercevait vite qu'il me doit bien autre chose.

Mon titre de citoyen américain n'allère en rien les divers titres que je viens d'énumérer, de sorte que c'est en vue de mes intérêts comme des vôtres que j'accepte votre invitation. Oui j'irai passer quelque temps au milieu de vous. Peut-être qu'en envoyant des pétitions au gouvernement aurons-nous la bonne fortune d'en obtenir quelque chose. Mais mon intention est de revenir de bonne heure et autonome.

Montana possède une population de Métis assez considérable. Cette population a même une assez forte influence, si on considère que beaucoup de blancs ont des intérêts identiques aux leurs. Et je viens justement de faire connaissance avec ce peuple. Je suis un de ceux qui voudraient, dans les prochaines élections, tenir leur vote uni et compact pour qu'il leur soit profitable en même temps qu'utile à leurs amis.

J'ajouterai que j'ai fait des connaissances et des amis au milieu desquels j'aime à vivre. Je pars donc avec vous mais pour revenir vers le mois de septembre.

J'ai l'honneur d'être, Messieurs les délégués, Votre très-humble serviteur, LOUIS RIEL.

M. Riel comprend qu'il ne peut plus jouer aujourd'hui le rôle d'autrefois. Les temps sont changés. Il doute même que les conseils et les services qu'il offre à ses amis puissent avoir quelque valeur, quel que influence en haut lieu.

En tous cas, M. Riel, qui a été très bien accueilli par ceux que son prestige domine encore à bas, ne crût pas devoir refuser la pressante invitation qui lui était adressée. Il a adressé la parole, à plusieurs assemblées publiques qui eurent lieu dans le cours du mois, et recommandant la modération. Pour obtenir quelque chose d'un gouvernement, on ne doit pas, dit-il, s'adresser à lui en lui faisant des gros yeux, mais en lui parlant avec respect, comme un bon enfant qui s'adresse à son père.....

Comme on le voit, M. Riel n'est pas allé là pour fomenter les mauvais préjugés, le mécontentement, la discorde, mais pour concilier, pour apaiser les esprits inquiets et troublés. Si sa visite ne devait pas hâter, comme il le craint bien lui-même, le règlement des réclamations de ses frères, elle ne saurait du moins compromettre, ni la paix publique, ni la cause qu'il favorise ainsi par les moyens les plus légitimes.

Le gouvernement n'a jamais refusé de rendre justice à la population native du Nord-Ouest; le passé est là pour l'attester. Et il saura sans doute rester fidèle à ses traditions. Tout vient à point à qui sait attendre.

Creehman Bros., de Georgetown, ont, cette semaine, expédié en France, plusieurs machines destinées à la fabrication des tissus tricotés.

Dans le Nebraska, la Dakota et le Minnesota, le rendement du blé sera de 20 à 30 minots par acre.

LE NOUVEAU TERRITOIRE

Maintenant que la province est agrandie, les organes grisis s'extasient sur la valeur du nouveau territoire. Le Globe disait ces jours derniers :

"La province et la cité de Toronto gagneront inimmensément à la ratification de l'arbitrage. Ontario possèdera la plus grande partie de la région qui produit le pin, et dont les forêts sont encore vierges sur ce continent. Ses richesses minérales seront aussi accrues considérablement et l'étendue de ses terres arables plus que doublée....."

Le Globe se réjouit donc aujourd'hui de cette accession d'une contrée qu'il proclame des plus riches, en bois, en minéraux, et en terres fertiles. Nous disons aujourd'hui à dessein, car l'organe grisé n'a pas toujours été de cet avis qui nous paraît de commande, pour la circonstance. Voici, en effet, ce que pensait et publiait le même journal, le 6 août, 1878, après la décision des arbitres :

"La limite légale étant déterminée, la question devient une simple affaire de politique publique, et doit être réglée à l'amiable entre les deux gouvernements. NOUS NE CROYONS PAS QU'ONTARIO AIT RIEN À GAGNER EN PRENANT CHARGE D'UN DISTRICT AINSI VASTE. Le commerce sera attiré à Thunder Bay, à partir d'un certain point, mais au delà, c'est la Rivière Rouge qui en profitera. Ontario aura tout le territoire déjà arpenté ou en voie de colonisation, dans le voisinage du pays déjà établi. A part cela, IL VAUDRAIT MIEUX TRANSFÉRER CETTE RÉGION AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL. Il importe plus de voir le progrès marcher rapidement, comme aujourd'hui, que de se charger d'un GRAND TERRITOIRE ENCORE PEU PEUPLÉ, ET TRÈS ÉLOIGNÉ, LEQUEL DEVRA ENTAÎNER DE SUITE BEAUCOUP DE DÉPENSES ET DE DIFFICULTÉS SANS NOUS PROMETTRE DE BÉNÉFICES CERTAINS....."

En 1878, le nouveau territoire ne valait rien ou à peu près, d'après le Globe; en 1884, cette même région devient subitement riche, mais d'une richesse incalculable, d'après le Globe, encore. Ce n'est pas le pays qui s'est transformé: non, il est resté le même. Mais la situation politique, elle, s'est modifiée. Et le Globe qui ne voulait pas embarrasser M. Mackenzie, en 1878, dépréciait un territoire qu'il n'a appris à estimer à un si haut prix que depuis l'avènement de sir John A. Macdonald.

Tempora mutantur!

PETITES NOTES

Le Conseil Privé a siégé, hier.

L'honorable M. Caron est de retour.

L'honorable M. Caron est de retour à Ottawa.

L'élection de M. Langelier, à Mégantic, sera contestée.

Les villes actuellement infestées par le choléra en France sont au nombre de quatorze.

On redoute une sérieuse crise politique en France, si le sénat s'oppose à la révision de la constitution.

On évalue à 13,350 le nombre des pèlerins qui ont visité Sainte-Anne de Beauréput le 15 au 20 de mois.

Les nouvelles de la récolte au Nord-Ouest, et dans les différentes provinces sont des plus encourageantes.

Le gouverneur Cleveland, de l'Etat de New-York, a accepté officiellement la candidature démocratique au poste de président des Etats-Unis.

Le major général Middleton a inspecté, hier, l'école d'infanterie de Toronto et s'est déclaré satisfait.

Nous regrettons d'apprendre la mort de M. Pacaud, père de M. E. Pacaud, rédacteur de l'Electeur.

Son Honneur le lieutenant-gouverneur d'Ontario est en ce moment à Ottawa. Il loge à l'hôtel Russell.

M. Blake devra pérorer en plusieurs endroits d'ici à quelque temps. Et cependant l'on annonce que sa santé ne lui permet pas de visiter le Nord-Ouest, cette année.

On prépare à Manitoba une grande réception à sir Hector Langevin qui doit visiter le Nord-Ouest dans le cours du mois prochain.

Il est question d'amalgamer les banques canadiennes-françaises de Montréal, avec un capital de cinq à six millions et d'établir des succursales dans les provinces de Québec et d'Ontario.

M. Ridout, l'inspecteur des chemins de fer au service du gouvernement fédéral, vient de terminer l'inspection du chemin de fer Napéan, Tamworth et Québec qui déclare être un chemin de première classe.

L'amiral Courbet a reçu ordre de reprendre les hostilités contre la Chine le 1er août, si à cette date, cette dernière n'a pas accepté les conditions de paix dictées par la France.

La nouvelle loi du divorce ne vient que d'être promulguée en France, et déjà 3,000 causes de divorce sont inscrites. C'est un début qui promet.

Les autorités ont arrêté près de 300 personnes en Russie, soupçonnées d'avoir pris part au dernier complot tramé pour l'assassinat du Czar. Il paraît que ce dernier est tout épuvanté des révélations qui ont été faites.

ACCIDENT

Vers onze heures, ce matin, un maçon du nom de Charles Larose, employé au département des travaux publics, a reçu des blessures graves en travaillant dans un des bureaux de l'édifice de l'ouest. Il était occupé à percer une porte dans un mur, lorsque tout à coup une pierre pesant 15 à 18 livres se détacha de la voûte et lui tomba sur le dos, lui causant de graves blessures. On l'a transporté chez lui sans connaissance. Les médecins ont été appelés immédiatement et lui ont donné tous les soins que réclamait son état.

EST-CE BIEN LE CAS?

Tous les marchands de la campagne et de la ville, mais surtout la classe ouvrière, se disent qu'il faut aller chez J. B. C. Dunn, coin des rues Dalhousie et St. André, pour acheter les épicerias, vins et liqueurs de premier choix, à des prix qui défont toute compétition. Il n'a pas d'égal pour son bon marché.

NAISSANCES

Ce matin, la femme de M. Wilfrid Gauvreau, une fille.

A Plaisance, comté d'Ottawa, le 28 juillet, la femme de J. Godfroy Papineau, a mis au monde une fille.

UNION des CHARPENTIERS de NAVIRES

DE LA CITÉ DE HULL.

Avis est par le présent donné qu'une assemblée générale de l'Union des Charpentiers de Navires de Hull, est convoquée pour vendredi, le premier août, à huit heures P.M. à leur salle. Toute personne désirant faire partie de l'Union devra s'y rendre pour y entendre la lecture de la nouvelle constitution et de plus se procurer un certificat du médecin choisi par la société.

J. G. AUBRY, Secrétaire.

Hull, 29 juillet 1884.

Cercle Littéraire de la Cité de Hull

Tous les membres du cercle sont priés de vouloir bien se rendre au cercle, mercredi soir, à 8 hrs. p.m., pour la discussion d'affaires importantes qui ont rapport au cercle. Que tous s'y rendent sans faute.

EDMOND S. AUBRY, Président.

B. G.

UNE PROPOSITION

Un citoyen éminent d'Ottawa promet d'acheter tous mes parapluies, si je veux ne plus parler de la pluie.

Naturellement mon but principal est de vendre mes parapluies, mais je veux les vendre légitimement, et non pas en donnant le monopole à un seul homme.

En conséquence je rejette la proposition. Au sujet de la pluie j'ai l'intention de placer dans chaque famille un parapluie de première qualité au plus bas prix possible.

Mais il faut de la pluie. Quelques intérêts pourront en souffrir, mais le bien général sera considérable. En conséquence la loi doit suivre son cours.

R. J. DEVLIN.

PERDUE

A Hull, depuis 3 jours, une vache, à poil rousse, appartenant aux Frères de la Doctrine Chrétienne. Une récompense libérale sera accordée à celui qui en donnera des informations. S'adresser au collège.

PERDUE

Depuis samedi soir, le 26 juillet une vache à poil blanc, tachée de rouge, longue queue blanche, cornes tournées en forme de cercle. La personne qui nous en donnera des informations sera récompensée.

PERDU

Hier soir, vers dix heures, un cheval à poil brun. La personne qui le trouvera et qui en donnera avis à M. Jolicoeur, boucher, 641 No. 21, marché St. J., sera généreusement récompensée.

NOUVEAU MAGASIN

DE PEINTURE, TAPISSERIE, VITRES ET DE DECORATION

No. 208, Rue DALHOUSIE, Ottawa

TENU PAR

GEO. PHILBERT

Propriétaire

M. GEO. PHILBERT, se charge de toute commande que l'on voudra bien lui donner. Prix très modérés et ouvrage garanti.

Les marchands de la ville et de la campagne sont priés d'aller lui rendre une visite avant d'acheter ailleurs.

GEO. PHILBERT,

208, RUE DALHOUSIE.

11 fév 1884

C'est le bon moment

J'OFFRE UNE

REDUCTION GENERALE

—SUR—

TOUS LES CHAPEAUX

ACTUELLEMENT

EN MAGASIN

C'EST LE MOMENT D'EN PROFITER

J'ai aussi un assortiment complet de Pardeaus en Caoutchouc, Parapluies, etc.

H. L. COTE

128, Rue Rideau.

N. B.—Assortiment nouveau d'ouvrages faits par les sauvages.

AU CLERGE

OTTAWA PLATING WORKS

Toute espèce d'ornements d'église, tels que VASES,

CALICES,

PATÈNES,

CIBOIRES,

CRUCIFIX,

OSTENSIOIRS,

BURETTES,

ENCENSOIIRS,

CHANDELIERS,

Et autres ornements d'autels.

Calices et Cibouires dorés au vermillon, une spécialité.

Le seul établissement de ce genre à Ottawa

J. F. GABROW,

170, RUE SPARKS

Ottawa, 29 janvier 1883.

16.

MINES

etc. pour

ncera

OUT

POUR 75 CENTS

CENTS POUR 20

OTTAWA

sacrifice

SSELLE

de faire place

temp qui nor

Cie.,

urs directs.

Jan

JULIEN.

Pompes Funèbres

Ottawa,

enéal.

ceur au public d'Ottawa

Toute commande qu'on

Prix très modérés. On

OBILLARDS sont à la

fondateurs fongis sur

ricétaire.

Pacifique

ilway Bell) de cheque

re du Manitoba, à

RE

aité aux achete rs qu

accordée à de certaine

ns d'établissement ot

es et numérotées, dan

es les cult' ver recevront

ment est fait en entier.

ar les terres concédées,

au pair, avec l'intérêt

que de Montréal, Mont

obtenir des informa

TAVISII, commissaire

WATER.

Secrétaire.

our Enfants

ur Oiseaux

VERDURE

ie RIDEAU.